

Uni piratée: le Canton suit l'affaire

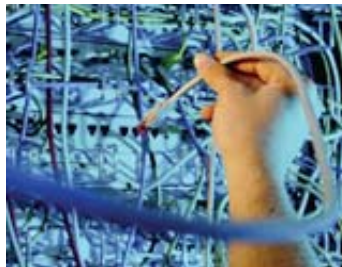
L'Etat de Neuchâtel est en contact quotidien avec l'Université depuis qu'elle s'est fait pirater ses données.

Le piratage des données informatiques de l'Université de Neuchâtel inquiète dans l'ensemble du canton. Jeudi, deux interpellations ont été déposées au Grand Conseil pour s'alarmer de la sécurité informatique de l'Etat de Neuchâtel et des conséquences potentiellement graves qui pourraient surgir en cas de défaillance. La conseillère d'Etat Crystel Graf devra répondre à ces demandes urgentes lors de la prochaine session du parlement neuchâtelois. Dans l'immédiat, la conseillère d'Etat en charge de la Formation, de la digitalisation et des sports

assure qu'elle maintient un contact régulier avec le recteur de l'Université de Neuchâtel. Si cette dernière ne communique pas directement avec les médias, «c'est pour ne pas les alimenter, car cela enrichit probablement le jeu des criminels», considère Crystel Graf, qui, lors de son cursus, a étudié la lutte contre la criminalité économique.

Autonome

L'Etat de Neuchâtel est un gros bailleur de fonds de l'Université de Neuchâtel. Il lui met à disposition une enveloppe financière quadriennale de 200 millions de



L'Uni a été piratée. KEYSTONE

francs pour l'enseignement. Il n'en reste pas moins que l'institution est autonome et qu'elle gère ses programmes numérisés, tout comme les conséquences du piratage, indépendamment du service informatique cantonal Sien. La ministre chaux-de-fonnière soutient que le service informatique de l'Université de Neuchâtel fait tout ce qu'il peut. Mais la question est de savoir s'il en a

fait assez avant l'attaque des hackers. «La première étape consiste à analyser ce qu'il s'est passé. Ensuite seulement, nous pourrions voir si ce qui était nécessaire a été fait. Comme pour un cambriolage, la question est de savoir si la porte était fermée à clé et l'alarme enclenchée», image Crystel Graf.

Et l'Etat, est-il correctement protégé contre les attaques de pirates informatiques? La conseillère d'Etat ne se risque pas à une réponse catégorique, d'autant moins en cette période marquée par l'invasion russe en Ukraine. «Je serais tentée de dire que le danger n'est pas plus grand que le reste de l'année», avance Crystel Graf. «Mais les criminels sont toujours très créatifs.» STE